

## COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 3 JUILLET 2014

L'an deux mille quatorze, le trois juillet 2014, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 25 juin 2014, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

**Etaient présents :** M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Christine DURAND - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET

**Absent(s) ayant donné pouvoir :** Mme Nathalie BRITES pouvoir à Mme Christine DURAND - M. Séverin BATFROI pouvoir à Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sandrine VITALI pouvoir à Mme Evelyne ARNAUD - M. Philippe EVRARD pouvoir à M. Jérôme MERLE - M. Dominique IZZO pouvoir à M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO pouvoir à M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Béatrice HEMARD pouvoir à Mme Florence PARVY

**Absent(s) :**

Nombre de conseillers en exercice	:	33
Nombre de conseillers présents	:	26
Nombre de votants	:	33

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. M'Hamed BENHAROUGA a été désigné comme secrétaire de séance.

Adoption à l'unanimité des membres présents et représentés du compte rendu du conseil municipal du 26 mai 2014.

En début de séance, le Maire explique que des modifications ont été apportées à la délibération n°12 concernant un droit de préemption urbain et demande si l'ensemble des conseillers municipaux souhaite les accepter. A l'unanimité des membres présents et représentés, ces modifications sont acceptées.

Arrivée de Mme Béatrice HEMARD à 19h26.

**Etaient présents :** M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Christine DURAND - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING - M. Yannick

BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

**Absent(s) ayant donné pouvoir :** Mme Nathalie BRITES pouvoir à Mme Christine DURAND - M. Séverin BATFROI pouvoir à Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sandrine VITALI pouvoir à Mme Evelyne ARNAUD - M. Philippe EVRARD pouvoir à M. Jérôme MERLE - M. Dominique IZZO pouvoir à M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO pouvoir à M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS

**Absent(s) :**

Nombre de conseillers en exercice	:	33
Nombre de conseillers présents	:	27
Nombre de votants	:	33

<b>DGS - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL</b>
---

Christian COIGNÉ,

**VU** l'article L.2121-8 du Code général des collectivités territoriales ;

Il convient que le conseil municipal établisse son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation ;

**PROPOSE au conseil municipal :**

**D'ADOPTER le règlement intérieur du conseil municipal** (en pièce annexe).

Le débat entre les conseillers municipaux s'engage. L'ensemble des points proposés par le groupe d'opposition pour l'amendement de la délibération du règlement intérieur n'ayant pas été retenu, le groupe d'opposition quitte la salle du conseil municipal.

**Etaient présents :** M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Christine DURAND - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING

**Absent(s) ayant donné pouvoir :** Mme Nathalie BRITES pouvoir à Mme Christine DURAND - M. Séverin BATFROI pouvoir à Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sandrine VITALI pouvoir à Mme Evelyne ARNAUD - M. Philippe EVRARD pouvoir à M. Jérôme MERLE - M. Dominique IZZO pouvoir à M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO pouvoir à M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS

**Absent(s) :** M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

Nombre de conseillers en exercice	:	33
Nombre de conseillers présents	:	21
Nombre de votants	:	27

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER le règlement intérieur du conseil municipal** (en pièce annexe).

<b>DGS - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - DÉSIGNATION DES MEMBRES À LA COMMISSION INTERCOMMUNALE DES IMPÔTS DIRECTS (CIID) LA METRO</b>
--

Christian COIGNÉ,

**VU** l'article 1650 A-1 du code général des impôts qui prévoit la création d'une commission intercommunale des impôts directs (CIID) pour les EPCI soumis au régime fiscal de la fiscalité professionnelle unique ;

**INDIQUE** que cette commission se substitue à la commission communale des impôts directs de chaque commune membre de l'EPCI en ce qui concerne les évaluations foncières des locaux commerciaux, des biens divers et des établissements industriels ;

**INFORME** que la commission est composée du président de l'EPCI ou son adjoint délégué et de dix commissaires. Les dix commissaires titulaires ainsi que les dix commissaires suppléants sont désignés par le directeur départemental des finances publiques sur une liste de contribuables, en nombre double, dressé par l'organe délibérant de l'EPCI, sur proposition de ses communes membres.

**INDIQUE** que l'EPCI doit donc établir une liste de propositions comportant vingt noms pour les commissaires titulaires et vingt noms pour les commissaires suppléants, soit au total quarante noms dont quatre domiciliés en dehors du périmètre du groupement. Les commissaires doivent remplir les conditions suivantes : être de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne, être âgés de 25 ans au moins, jouir de leurs droits civils, être inscrits à l'un des rôles des impôts directs locaux de l'EPCI ou des communes membres, être familiarisés avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission ;

**RAPPELLE** les conditions touchant à la constitution de la commission : le choix des commissaires doit être effectué de manière à assurer une représentation équitable des personnes respectivement imposées à chacune des taxes directes locales. Une représentation équilibrée des communes membres de l'EPCI doit, autant que possible, être recherchée. Un commissaire titulaire et un commissaire suppléant doivent obligatoirement être domiciliés en dehors du territoire de l'EPCI.

**RAPPELLE** que le décret 2009-303 du 18 mars 2009 précise qu'à défaut de liste de présentation des contribuables prévue au 2 de l'article 1650 A du code général des impôts,

les membres de la commission sont désignés d'office par le directeur départemental des finances publiques un mois après mise en demeure de délibérer adressée à l'organe délibérant de l'EPCI. Le directeur départemental des finances publiques peut, sans mise en demeure, procéder à des désignations d'office si la liste de présentation ci-dessus mentionnée ne contient pas quarante noms dont quatre domiciliés en dehors du périmètre du groupement, ou contient des noms de personnes ne remplissant pas les conditions exigées.

**INDIQUE** que sur proposition des communes, la Métro devra délibérer pour établir une liste de 20 titulaires et 20 suppléants.

**PROPOSE au conseil municipal :**

**DE DESIGNER deux titulaires et deux suppléants :**

TITULAIRES :	SUPPLÉANTS :
Monsieur Jean-Pierre SERRAILLIER	Monsieur Jérôme MERLE
Madame Assunta ROSIN BEDIN	Monsieur Jérôme GIACHINO

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**DE DESIGNER deux titulaires et deux suppléants :**

TITULAIRES :	SUPPLÉANTS :
Monsieur Jean-Pierre SERRAILLIER	Monsieur Jérôme MERLE
Madame Assunta ROSIN BEDIN	Monsieur Jérôme GIACHINO

**DGS - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE À LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES DE GRENOBLE-ALPES MÉTROPOLE**

Christian COIGNÉ,

Suite au renouvellement des conseillers municipaux et des conseillers communautaires et conformément à l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, il est nécessaire de constituer une nouvelle commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLETC) qui aura vocation à se prononcer lors de chaque transfert de charges entre les communes et Grenoble Alpes Métropole, notamment dans la perspective du passage de la communauté d'agglomération en métropole.

**CONSIDÉRANT** la délibération de Grenoble Alpes Métropole du 6 juin 2014 approuvant la composition de cette nouvelle commission locale d'évaluation des transferts de charges ainsi que son règlement intérieur ;

**CONSIDÉRANT** dans ce cadre que la composition de la commission locale d'évaluation des transferts de charges a été adoptée comme suit :

Grenoble : 8 représentants,

Echirolles : 2 représentants,

Saint-Martin d'Hères : 2 représentants,

Fontaine : 2 représentants,

Les 45 autres communes de Grenoble Alpes Métropole : 1 représentant.

**PROPOSE au conseil municipal :**

**DE DESIGNER un représentant de la Ville de Sassenage à la commission locale d'évaluation des transferts de charges :**

**Monsieur Jean-Pierre SERRAILLIER.**

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**DE DESIGNER un représentant de la Ville de Sassenage à la commission locale d'évaluation des transferts de charges :**

**Monsieur Jean-Pierre SERRAILLIER.**

<p align="center"><b>DGASR- PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - BUDGET ANNEXE DE L'EAU - AFFECTATION DES RÉSULTATS 2013</b></p>
--

Jérôme MERLE,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R2311-1 et suivants, R2321-1 et suivants, R2331-1 et suivants ;

**VU** l'instruction budgétaire M49 ;

**VU** le compte administratif 2013 du budget annexe de l'eau et le compte de gestion du Trésorier de Fontaine ;

**VU** la délibération d'affectation des résultats en date du 15 avril 2014 ;

**CONSIDERANT** la demande du Trésorier de Fontaine de modifier l'imputation budgétaire ;

**PROPOSE au conseil municipal :**

D'ABROGER la délibération d'affectation des résultats 2013 en date du 15 avril 2014,

D'AFFECTER le résultat de fonctionnement comme suit :

<b>AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE</b>		
<b>Résultat de fonctionnement</b>		
A - Résultat de l'exercice : précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)		+554 135.46 €
B - Résultats antérieurs reportés : ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou -(déficit)		+ 47 358.51 €
<b>C - Résultat à affecter :</b> 1) = A+B (hors restes à réaliser) (Si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)		<b>+ 601 493.97 €</b>
<b>Résultat à affecter</b>	<b>Total (C)</b>	<b>+ 601 493.97 €</b>
<b>D - Solde d'exécution d'investissement (précédé de + ou -)</b>		
D 001 (besoin de financement au compte de gestion)		+ 170 616.40 €
- Résultats antérieurs reportés		
D 001 (excédent de financement au compte de gestion)		- 111 506.32 €
<b>R 001 (excédent d'investissement)</b>	<b>Total (D)</b>	<b>+ 59 110.08 €</b>
Rappel pour information :		
Solde des restes à réaliser d'investissement (besoin)		- 2 894.32 €
<b>AFFECTATION =</b>		
1) G - Affectation en réserves R 1068 en investissement		<b>0€</b>
2) H - Report en fonctionnement R 002		<b>601 493.97 €</b>
<b>DÉFICIT REPORTÉ</b>		<b>0.00€</b>

D'ARRETER comme suit les résultats de la section de fonctionnement de la Commune à la clôture de l'exercice 2013 :

- un excédent de fonctionnement de : + 601 493.97 €

D'AFFECTER le résultat de fonctionnement comme cité dans le tableau ci-dessus.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ABROGER la délibération d'affectation des résultats 2013 en date du 15 avril 2014,

D'AFFECTER le résultat de fonctionnement comme suit :

<b>AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE</b>		
<b>Résultat de fonctionnement</b>		
A - Résultat de l'exercice : précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)		+554 135.46 €
B - Résultats antérieurs reportés : ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou -(déficit)		+ 47 358.51 €
<b>C - Résultat à affecter :</b> 1) = A+B (hors restes à réaliser) (Si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)		<b>+ 601 493.97 €</b>
<b>Résultat à affecter</b>	<b>Total (C)</b>	<b>+ 601 493.97 €</b>
<b>D - Solde d'exécution d'investissement (précédé de + ou -)</b>		
D 001 (besoin de financement au compte de gestion)		+ 170 616.40 €
- Résultats antérieurs reportés		
D 001 (excédent de financement au compte de gestion)		- 111 506.32 €
<b>R 001 (excédent d'investissement)</b>	<b>Total (D)</b>	<b>+ 59 110.08 €</b>
Rappel pour information :		
Solde des restes à réaliser d'investissement (besoin)		- 2 894.32 €
<b>AFFECTATION =</b>		
1) G - Affectation en réserves R 1068 en investissement		<b>0€</b>
2) H - Report en fonctionnement R 002		<b>601 493.97 €</b>
<b>DÉFICIT REPORTÉ</b>		<b>0.00€</b>

**D'ARRETER** comme suit les résultats de la section de fonctionnement de la Commune à la clôture de l'exercice 2013 :

- un excédent de fonctionnement de : + 601 493.97 €

**D'AFFECTER** le résultat de fonctionnement comme cité dans le tableau ci-dessus.

<b>DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - DÉCISION MODIFICATIVE N°2014-01 BUDGET EAU</b>
--

Jérôme MERLE,

**VU** les articles 1612-4 et 1612-6 du Code général des collectivités territoriales qui précisent les conditions à respecter pour voter un budget en équilibre réel ;

**PROPOSE** au conseil municipal :

**D'ADOPTER** la décision modificative n°2014-01 ci-des sous, pour le budget principal :

DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES
<b>FONCTIONNEMENT</b>		
<b>Ajustements – Transferts de crédits</b>		
6068	-100.00 €	
678	100.00 €	
<b>Ouverture de nouveaux crédits</b>		
023 virement à la section d'investissement		
<b>TOTAL FONCTIONNEMENT</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
1068		-56 215.76 €
001		59 110.08 €
21531	2 894.32 €	
021 virement de la section de fonctionnement		
<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>	<b>2 894.32 €</b>	<b>2 894.32 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 894.32 €</b>	<b>2 894.32 €</b>

**LE CONSEIL MUNICIPAL**, après délibération, **À L'UNANIMITÉ** des membres présents et représentés

**DECIDE**,

**D'ADOPTER** la décision modificative n°2014-01 ci-des sus pour le budget principal.

<p align="center"><b>DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - DÉCISION MODIFICATIVE N°2014-01 BUDGET PRINCIPAL</b></p>
--

Jérôme MERLE,

**VU** les articles 1612-4 et 1612-6 du Code général des collectivités territoriales qui précisent les conditions à respecter pour voter un budget en équilibre réel ;

**PROPOSE** au conseil municipal :

**D'ADOPTER** la décision modificative n°2014-01 ci-des sous, pour le budget principal :

DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES
<b>FONCTIONNEMENT</b>		
Ajustements – Transferts de crédits		
Ouverture de nouveaux crédits		
023/ONV virement à la section d'investissement		
<b>TOTAL FONCTIONNEMENT</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
FIN/2031/ONV/041	2 940.00 €	
FIN/237/ONV/041		2 940.00 €
021/ONV virement de la section de fonctionnement		
<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>	<b>2 940.00 €</b>	<b>2 940.00 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 940.00 €</b>	<b>2 940.00 €</b>

**LE CONSEIL MUNICIPAL**, après délibération, **À L'UNANIMITÉ** des membres présents et représentés

**DECIDE**,

**D'ADOPTER** la décision modificative n°2014-01 ci-des sus pour le budget principal.

<p align="center"><b>DGASR – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – CRÉATION D'UN COMITÉ TECHNIQUE UNIQUE VILLE ET CCAS DE SASSENAGE</b></p>
---

Jérôme MERLE,

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 32, 33 et 33-1 prévoyant qu'un Comité Technique est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents ainsi qu'auprès de chaque centre de gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de cinquante agents ;

**VU** la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social ;

**VU** le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, et notamment ses articles 1, 2, 4, 8 et 26 ;

**VU** le décret n° 2011-2010 du 27 décembre 2011 relatif aux comités techniques et aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et leurs établissements publics, modifiant le décret n° 1985-565 du 30 mai 1985 ;

**CONSIDERANT** qu'il peut être décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants d'une collectivité territoriale et d'un ou plusieurs établissements publics rattachés à cette collectivité de créer un Comité Technique unique compétent à l'égard des agents de la collectivité et de l'établissement ou des établissements à condition que l'effectif global concerné soit au moins égal à cinquante agents ;

**CONSIDERANT** que les effectifs d'agents titulaires, stagiaires, non titulaires et contrats aidés au 1<sup>er</sup> janvier 2014 :  
Commune : 267 agents  
CCAS : 11 agents  
permettent la création du Comité Technique commun ;

**CONSIDERANT** que l'effectif apprécié au 1<sup>er</sup> janvier 2014 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 278 agents ;

**CONSIDERANT** que la consultation des organisations syndicales est intervenue plus de dix semaines avant la date du scrutin du 4 décembre 2014, lors du Comité Technique Paritaire en date du 19 juin 2014 et que les membres ont émis un avis favorable unanime aux propositions faites lors de ce CTP ;

**INDIQUE** l'intérêt de disposer d'un Comité Technique unique compétent pour l'ensemble des agents de la collectivité et du CCAS de Sassenage,

**PROPOSE DE FIXER** à cinq, le nombre de représentants titulaires du personnel et en nombre égal le nombre de représentants suppléants,

**PROPOSE** le maintien du paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants,

**PROPOSE** le recueil, par le comité technique, de l'avis des représentants de la collectivité.

**PROPOSE** au conseil municipal :

**D'ADOPTER** la création d'un Comité Technique unique compétent pour les agents de la Ville et du CCAS de Sassenage.

**DE FIXER** à cinq, le nombre de représentants titulaires du personnel et en nombre égal le nombre de représentants suppléants,

**DE MAINTENIR** le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants,

**DE RECUEILLIR** au comité technique, l'avis des représentants de la collectivité.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER la création d'un Comité Technique unique compétent pour les agents de la Ville et du CCAS de Sassenage.**

**DE FIXER à cinq, le nombre de représentants titulaires du personnel et en nombre égal le nombre de représentants suppléants,**

**DE MAINTENIR le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants,**

**DE RECUEILLIR au comité technique, l'avis des représentants de la collectivité.**

<p align="center"><b>DGASR – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – CRÉATION D'UN COMITÉ D'HYGIÈNE DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT) UNIQUE VILLE ET CCAS DE SASSENAGE</b></p>
--

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 32, 33 et 33-1 prévoyant qu'un Comité Technique est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents ainsi qu'auprès de chaque centre de gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de cinquante agents ;

**VU** la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social ;

**VU** le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, et notamment ses articles 1, 2, 4, 8 et 26 ;

**VU** le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

**VU** le décret 2011-2010 du 27 décembre 2011 relatif aux CTP et CAP des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

**CONSIDERANT** qu'il peut être décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants d'une collectivité territoriale et d'un ou plusieurs établissements publics rattachés à cette collectivité de créer un Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) unique compétent à l'égard des agents de la collectivité et de l'établissement ou des établissements à condition que l'effectif global concerné soit au moins égal à cinquante agents ;

**CONSIDERANT** que les effectifs d'agents titulaires, stagiaires, non titulaires et contrats aidés au 1<sup>er</sup> janvier 2014 :  
Commune : 267 agents

CCAS : 11 agents  
permettent la création du CHSCT commun ;

**CONSIDERANT** que l'effectif apprécié au 1<sup>er</sup> janvier 2014 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 278 agents ;

**CONSIDERANT** que la consultation des organisations syndicales est intervenue plus de dix semaines avant la date du scrutin du 4 décembre 2014, lors du Comité Technique Paritaire en date du 19 juin 2014 et que les membres ont émis un avis favorable unanime aux propositions faites lors de ce CTP ;

**INDIQUE** l'intérêt de disposer d'un CHSCT unique compétent pour l'ensemble des agents de la collectivité et du CCAS de Sassenage, présidé par un(e) élu(e) municipal(e),

**PROPOSE DE FIXER** à cinq, le nombre de représentants titulaires du personnel et en nombre égal le nombre de représentants suppléants,

**PROPOSE** le maintien du paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants,

**PROPOSE** le recueil, par le CHSCT, de l'avis des représentants de la collectivité.

**PROPOSE au conseil municipal :**

**D'ADOPTER la création d'un CHSCT unique compétent pour les agents de la Ville et du CCAS de Sassenage, présidé par un(e) élu(e) municipal(e),**

**DE FIXER à cinq, le nombre de représentants titulaires du personnel et en nombre égal le nombre de représentants suppléants,**

**DE MAINTENIR le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants,**

**DE RECUEILLIR au CHSCT, l'avis des représentants de la collectivité.**

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER la création d'un CHSCT unique compétent pour les agents de la Ville et du CCAS de Sassenage, présidé par un(e) élu(e) municipal(e),**

**DE FIXER à cinq, le nombre de représentants titulaires du personnel et en nombre égal le nombre de représentants suppléants,**

**DE MAINTENIR le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants,**

**DE RECUEILLIR au CHSCT, l'avis des représentants de la collectivité.**

Arrivée de M. Dominique IZZO à 20h10.

**Etaient présents :** M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Christine DURAND - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING

**Absent(s) ayant donné pouvoir :** Mme Nathalie BRITES pouvoir à Mme Christine DURAND - M. Séverin BATFROI pouvoir à Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sandrine VITALI pouvoir à Mme Evelyne ARNAUD - M. Philippe EVRARD pouvoir à M. Jérôme MERLE - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO pouvoir à M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS

**Absent(s) :** M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

Nombre de conseillers en exercice	:	33
Nombre de conseillers présents	:	22
Nombre de votants	:	27

<b>DGASR – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – CRÉATION ET SUPPRESSIONS DE POSTES BUDGÉTAIRES</b>
---

Jérôme MERLE,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

**CONSIDERANT** l'avis favorable unanime du Comité Technique Paritaire en date du 19 juin 2014 ;

**CONSIDERANT** la mobilité des personnels suite au transfert du service Espace Familles de la Ville vers le CCAS de Sassenage et aux réussites de concours ;

**INDIQUE** la nécessité de créer le poste budgétaire suivant :  
1 poste à temps complet d'éducateur territorial des activités physiques et sportives

**INDIQUE** la nécessité de supprimer les postes budgétaires suivants :  
1 poste à temps complet d'opérateur qualifié des activités physiques et sportives  
1 poste à temps complet d'assistant socio-éducatif (spécialité conseillère en économie sociale et familiale)  
2 postes à temps complet d'adjoint d'animation 2<sup>ème</sup> classe  
2 postes à temps complet d'adjoint administratif 2<sup>ème</sup> classe

1 poste à temps complet de rédacteur principal 1<sup>ère</sup> classe  
1 poste à temps complet d'agent de maîtrise principal

**PROPOSE au conseil municipal :**

**D'ADOPTER la création et les suppressions de postes budgétaires citées ci-dessus,**

**D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.**

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER la création et les suppressions de postes budgétaires citées ci-dessus,**

**D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.**

<b>DGASR – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – AUTORISATION DE SIGNATURE DE CONVENTION AVEC MME FLORENCE LECOANET, PSYCHOLOGUE</b>
--

Christine DURAND,

**VU** l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales

**VU** le Code de l'action sociale et des familles ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'interventions d'un(e) psychologue au sein des structures petite enfance du pôle famille enfance éducation,

**PROPOSE au conseil municipal :**

**D'AUTORISER M. le Maire à signer une convention, effective à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014 avec Mme Florence LECOANET, psychologue, sur une base horaire fixée à 165 heures d'intervention maximum par année scolaire, avec une rémunération fixée sur l'indice brut 801, pour une durée d'un an renouvelable de manière expresse dans la limite de trois ans.**

**D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.**

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'AUTORISER M. le Maire à signer une convention, effective à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014 avec Mme Florence LECOANET, psychologue, sur une base horaire fixée à 165 heures d'intervention maximum par année scolaire, avec une rémunération fixée sur l'indice brut 801, pour une durée d'un an renouvelable de manière expresse dans la limite de trois ans.**

**D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.**

<b>DGASR - PÔLE SYSTÈMES D'INFORMATION ET DÉMATÉRIALISATION - RAPPORT D'ACTIVITÉS 2013 DE LA VILLE</b>
--

Jérôme MERLE,

**VU** l'article L 2141-1 du Code général des collectivités territoriales mentionnant le droit à l'information des habitants de la Commune ;

**CONSIDERANT** l'obligation pour Monsieur le Maire de présenter au conseil municipal un rapport annuel relatif à la marche et aux résultats de l'administration communale ;

**INDIQUE** que le présent rapport est présenté par direction et par pôle. Il rend compte des missions de chaque service, des moyens dont il dispose pour en assurer le suivi et de ses réalisations au titre de l'exercice 2013 ;

**PRECISE** qu'un exemplaire de ce rapport est transmis aux élus et sera publié sur le site internet de la Commune ;

**PROPOSE au conseil municipal :**

**DE PRENDRE ACTE du rapport annuel 2013 des services de la Commune.**

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**DE PRENDRE ACTE du rapport annuel 2013 des services de la Commune.**

<b>DAE – PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DURABLE – DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN</b>
--

Christian COIGNÉ,

**VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23;

**VU** l'article 5 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

**VU** le Code de l'urbanisme en son article L213-3 ;

**VU** la délibération du conseil municipal de Sassenage en date du 29 septembre 2005 instituant un droit de préemption simple sur l'ensemble des zones urbaines et d'urbanisation future de la commune ;

**VU** la délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Grenoble Alpes Métropole en date du 20 décembre 2013, approuvant la création de la zone d'aménagement concertée (ZAC) « Portes du Vercors », sise sur les territoires des communes de Fontaine et de Sassenage ;

**VU** la délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Grenoble Alpes Métropole en date du 20 décembre 2013, votant la concession d'aménagement de cette zone à la Société Publique Locale « Isère Aménagement » ;

**CONSIDERANT** l'alinéa 15 de l'article L 2122-22 qui stipule que le Maire peut « par délégation du conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article [L. 213-3](#) de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;

**CONSIDERANT** que le projet Portes du Vercors étant porté par la communauté d'agglomération Grenoble Alpes Métropole, la Commune n'a pas vocation à préempter dans le cadre d'un projet communautaire ni à inscrire aucune dépense budgétaire relative à cette opération d'aménagement ;

**CONSIDERANT** que le contrat de concession confié à la SPL Isère Aménagement la mission d'acquérir les biens bâtis ou non bâtis uniquement sur le périmètre d'une première tranche portant à la fois sur les communes de Fontaine et de Sassenage (carte 1 ci-après) ;

**CONSIDERANT** les enjeux fonciers qui se posent également pour la commune de Sassenage sur le reste de son territoire ;

**PRECISE** que l'établissement public foncier local (l'EPFL-D) est habilité à exercer le droit de préemption si ce dernier lui a été dûment délégué ;

**INDIQUE** que les délégations dans le cadre du projet Portes du Vercors prendront fin à la date du transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain résultant de la création de la métropole ;

**INDIQUE** par ailleurs qu'il convient de prévoir, en cas d'empêchement du maire à la suite d'une situation de conflit d'intérêts, la possibilité de délégation du droit de préemption urbain au profit d'un autre élu (article L.2122-23 du CGCT) ;

**PROPOSE** au conseil municipal :

**DE DELEGUER à la SPL Isère Aménagement concessionnaire de la ZAC « Portes du Vercors » l'exercice du droit de préemption défini sur le périmètre « tranche 1 » de cette ZAC sur le territoire de la Commune de Sassenage (voir carte "Périmètre ZAC Portes du Vercors tranche 1" ci-après) jusqu'à la date du transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain résultant de la création de la métropole ;**

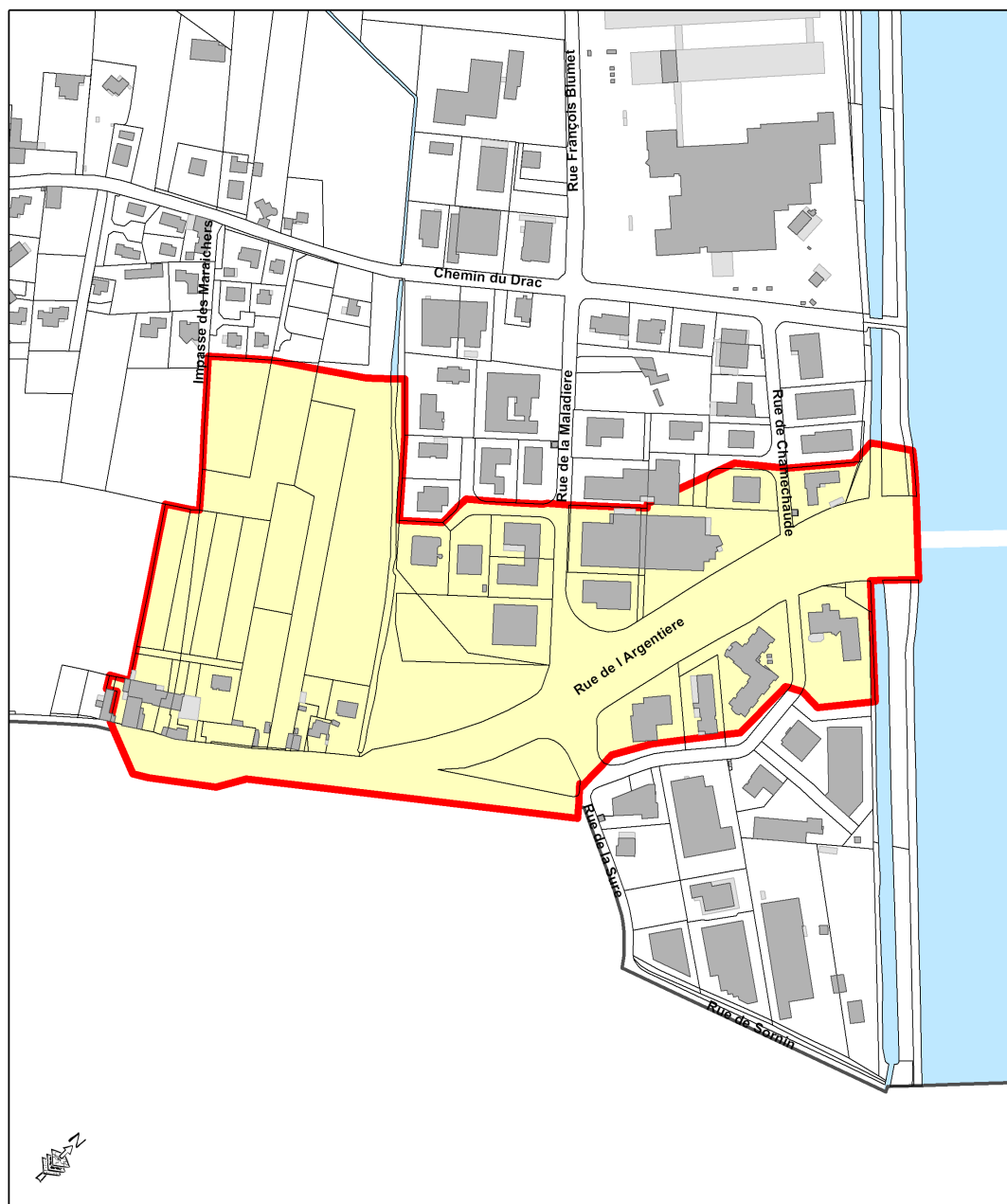
**DE DELEGUER à Monsieur le Maire l'exercice du droit de préemption, sur le territoire de la Commune de Sassenage hors tranche 1 du périmètre de la ZAC « Portes du Vercors » ;**

**D'AUTORISER M. le Maire à déléguer l'exercice du droit de préemption à l'EPFL-D, établissement public y ayant vocation au sens de l'article L213-3 du code de l'urbanisme.**

**Cette délégation s'exercera à l'occasion de chaque déclaration d'intention d'aliéner (DIA) susceptible d'être déposée ;**

**D'AUTORISER M. le Maire à déléguer l'exercice du droit de préemption urbain à un adjoint s'il estime se trouver en situation de conflit d'intérêts.**

## Carte "Périmètre ZAC Portes du Vercors tranche 1"



**PERIMETRE  
ZAC PORTES DU VERCORS  
Tranche 1**

1:3 500

### Légende

- Périmètre droit de préemption à Isère Aménagement
- Bâti
- Bâti léger
- Réseau hydrographique

Mairie de Sassenage - Pôle SID - Edition du 17/06/14

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**DE DELEGUER à la SPL Isère Aménagement concessionnaire de la ZAC « Portes du Vercors » l'exercice du droit de préemption défini sur le périmètre « tranche 1 » de cette ZAC sur le territoire de la Commune de Sassenage (voir carte "Périmètre ZAC Portes du Vercors tranche 1" ci-après) jusqu'à la date du transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain résultant de la création de la métropole ;**

**DE DELEGUER à Monsieur le Maire l'exercice du droit de préemption, sur le territoire de la Commune de Sassenage hors tranche 1 du périmètre de la ZAC « Portes du Vercors » ;**

**D'AUTORISER M. le Maire à déléguer l'exercice du droit de préemption à l'EPFL-D, établissement public y ayant vocation au sens de l'article L213-3 du code de l'urbanisme.**

**Cette délégation s'exercera à l'occasion de chaque déclaration d'intention d'aliéner (DIA) susceptible d'être déposée ;**

**D'AUTORISER M. le Maire à déléguer l'exercice du droit de préemption urbain à un adjoint s'il estime se trouver en situation de conflit d'intérêts.**

<p><b>DAE – PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DURABLE - OBLIGATION DE SOUMETTRE LES TRAVAUX DE RAVALEMENT DE FAÇADES À DÉCLARATION PRÉALABLE</b></p>
---

Christian COIGNÉ,

**VU** le décret n°2014-253 du 27 février 2014 relatif à certaines corrections à apporter au régime des autorisations d'urbanisme ;

**VU** le code de l'urbanisme et notamment ses articles R.421-2, R.421-17 et R.421-17-1 ;

**VU** le Plan local d'urbanisme approuvé le 12 juillet 2005 et modifié le 26 septembre 2013 ;

**CONSIDERANT** les articles R.421-17 et R.421-17-1 du code de l'urbanisme qui dispensent d'autorisation préalable à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 les travaux de ravalement de façades, à l'exception de ceux situés en secteurs protégés (champ de visibilité des monuments historiques, sites inscrits ou classés...) et dans les communes dans lesquelles le conseil municipal a décidé de soumettre ces travaux à autorisation ;

**CONSIDERANT** que les travaux de ravalement sont susceptibles d'affecter le paysage urbain et qu'il est de ce fait de l'intérêt de la Commune de maintenir l'obligation de déclaration préalable afin de s'assurer en amont que les travaux envisagés respectent les dispositions d'urbanisme ;

**PROPOSE au conseil municipal :**

**DE SOUMETTRE à déclaration préalable les travaux de ravalement effectués sur tout ou partie d'une construction existante, sur l'ensemble du territoire de la commune, conformément à l'article R.421-17-1 du code de l'urbanisme,**

**DE FAIRE FIGURER cette délibération dans les annexes du plan local d'urbanisme.**

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**DE SOUMETTRE à déclaration préalable les travaux de ravalement effectués sur tout ou partie d'une construction existante, sur l'ensemble du territoire de la commune, conformément à l'article R.421-17-1 du code de l'urbanisme,**

**DE FAIRE FIGURER cette délibération dans les annexes du plan local d'urbanisme.**

<p><b>DAE – PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DURABLE - AGENCE D'URBANISME DE LA RÉGION GRENOBLOISE (AURG) - CONVENTION D'ADHÉSION ET DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT DE LA COMMUNE</b></p>
--

Christian COIGNÉ,

**VU** la délibération du conseil municipal en date du 28 mars 2002 relative à l'adhésion de la Commune de Sassenage à l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise (AURG) ;

**VU** le projet de convention cadre annexé à la présente délibération ;

**RAPPELLE** que l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise (AURG) est un outil d'ingénierie publique, organisé sous la forme d'une association loi 1901 réunissant un ensemble de personnes publiques (Etat, conseil régional, conseil général, établissements publics de coopération intercommunale, communes, établissement public du SCOT, SMTC...) désireuses de mutualiser des moyens afin de mener à bien un programme d'études et de réflexions en matière d'aménagement et d'urbanisme ;

**RAPPELLE** que la commune de Sassenage avait renouvelé son adhésion à l'AURG par délibération du 28 mars 2002 ;

**INDIQUE** que les statuts et le règlement intérieur de l'AURG ont été modifiés par l'assemblée générale du 5 mars 2014, ce qui implique la signature par ses membres d'une nouvelle convention cadre d'adhésion ;

**INDIQUE** que cette adhésion donnera lieu à une cotisation annuelle et que la cotisation de la commune de Sassenage sera comme auparavant prise en charge par la communauté d'agglomération Grenoble Alpes Métropole ;

**PRECISE** que cette cotisation pourra être éventuellement complétée par une subvention de la commune pour des actions s'inscrivant dans le programme partenarial d'activités approuvé par le conseil d'administration ;

**PROPOSE** au conseil municipal :

**D'ADHERER** à l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise (AURG),

**D'AUTORISER** M. le Maire à signer la convention cadre annexée à la présente délibération.

**DE DESIGNER** un représentant de la commune au sein des instances de l'AURG :

**Monsieur Jean-Pierre SERRAILLIER.**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**, après délibération, **À L'UNANIMITÉ** des membres présents et représentés

**DECIDE**,

**D'ADHERER** à l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise (AURG),

**D'AUTORISER** M. le Maire à signer la convention cadre annexée à la présente délibération.

**DE DESIGNER** un représentant de la commune au sein des instances de l'AURG :

**Monsieur Jean-Pierre SERRAILLIER.**

<b>DAE – PÔLE ACHATS ET MOYENS GÉNÉRAUX – GROUPEMENT DE COMMANDES – ACHAT DU GAZ</b>
--

Jérôme GIACHINO,

**VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L2122-22 4° ;

**VU** la délibération en date du 15 avril 2014 ;

**VU** le Code des marchés publics, et notamment son article 8 ;

**CONSIDERANT** que le marché du gaz naturel est ouvert à la concurrence depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2004 ;

**CONSIDERANT** qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 la passation d'un marché public pour l'alimentation en gaz est obligatoire pour les personnes publiques ;

**PROPOSE**, dans un souci de gestion efficiente et en vue de rationaliser l'achat de fourniture et d'acheminement de gaz naturel, d'optimiser la mise en concurrence et de mutualiser les

frais de gestion du montage du marché, d'intégrer le groupement de commandes constitué des villes d'Echirolles, Saint-Martin-d'Hères, Le Pont de Claix, Fontaine et Champ sur Drac et les CCAS d'Echirolles, Saint-Martin-d'Hères et Fontaine ;

**INDIQUE** que dans le cadre fixé par l'article 8 du Code des marchés publics, la convention constitutive de ce groupement désigne la ville d'Echirolles en qualité de coordonnateur chargé d'organiser la procédure commune de mise en concurrence.

Chaque partie signera, notifiera et assumera l'exécution du marché subséquent qui le concerne.

Une commission d'appel d'offres ad hoc sera constituée des représentants des membres du groupement et se réunira, conformément à la réglementation, pour choisir l'entreprise retenue au terme de la procédure de mise en concurrence.

Ce groupement de commandes sera constitué après la signature de la convention constitutive et dès transmission des actes au contrôle de légalité de la préfecture de l'Isère ;

**PROPOSE** au conseil municipal :

**D'APPROUVER** la convention de groupement d'achat entre les villes d'Echirolles, Saint-Martin-d'Hères, Le Pont de Claix, Fontaine, Sassenage et Champ sur Drac et les CCAS d'Echirolles, Saint-Martin-d'Hères, Fontaine et Sassenage.

**DE DESIGNER** la Ville d'Echirolles comme coordonnateur du groupement de commandes.

**DE DESIGNER** un représentant titulaire et un représentant suppléant pour siéger à la commission d'appel d'offres du groupement de commandes.

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tout document s'y rapportant.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**, après délibération, **À L'UNANIMITÉ** des membres présents et représentés

**DECIDE**,

**D'APPROUVER** la convention de groupement d'achat entre les villes d'Echirolles, Saint-Martin-d'Hères, Le Pont de Claix, Fontaine, Sassenage et Champ sur Drac et les CCAS d'Echirolles, Saint-Martin-d'Hères, Fontaine et Sassenage.

**DE DESIGNER** la Ville d'Echirolles comme coordonnateur du groupement de commandes.

**DE DESIGNER** un représentant titulaire et un représentant suppléant pour siéger à la commission d'appel d'offres du groupement de commandes : Monsieur Amédée MATRAIRE représentant titulaire, Madame Jeannine ANTOINE représentante suppléante.

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tout document s'y rapportant.

Arrivée de Mme Nathalie BRITES à 20h35.

**Etaient présents :** M. Christian COIGNÉ - Mme Nathalie BRITES - M. Jérôme MERLE - Mme Christine DURAND - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING

**Absent(s) ayant donné pouvoir :** M. Séverin BATFROI pouvoir à Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sandrine VITALI pouvoir à Mme Evelyne ARNAUD - M. Philippe EVRARD pouvoir à M. Jérôme MERLE - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO pouvoir à M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS

**Absent(s) :** M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

Nombre de conseillers en exercice	:	33
Nombre de conseillers présents	:	23
Nombre de votants	:	27

<p align="center"><b>DAE - PÔLE ACHATS ET MOYENS GÉNÉRAUX – PLAN DE FINANCEMENT ENTRE LA COMMUNE ET LE SEDI - ENFOUISSEMENT DE RÉSEAUX</b></p>
--

Amédée MATRAIRE,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2224-31,

**VU** la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et notamment le titre I,

**VU** le plan de financement entre le SEDI et la commune portant sur l'enfouissement du réseau d'éclairage public et de télécom de la Rue Rimbaud,

**CONSIDERANT** que dans le cadre des travaux d'aménagement de voirie de la rue Rimbaud 1, il a été procédé à l'enfouissement du réseau d'éclairage public et de télécom,

**CONSIDERANT** le plan de financement présenté par le SEDI pour la participation de la commune,

	Montant € TTC
<b>Montant total des travaux</b>	26 582
<b>Participation commune</b>	16 411.12
<b>Participation SEDI</b>	10 170.88

**PROPOSE** au conseil municipal,

**D'APPROUVER** le plan de financement ci-dessus.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'APPROUVER le plan de financement ci-dessus.**

<b>DGASP - PÔLE FEE - SERVICE SCOLAIRE – DOTATIONS ENSEIGNANTS – 2014/2015</b>
--

Christine DURAND,

**VU** la délibération du 28 juin 2010 instituant l'obligation de conclure un marché public pour les besoins des écoles sassenageoises en matériel et fournitures administratives ;

**CONSIDERANT** que le cahier des charges du marché a été réalisé selon les besoins définis par les équipes pédagogiques ;

**INDIQUE** que le crédit par élève en fournitures scolaires est de 17.34 € ;

**PRECISE** que le crédit « renouvellement - pédagogie » servant notamment à acquérir des livres ou manuels scolaires reste identique à celui de l'an dernier, soit 13.49 € par élève plus un crédit par classe de 50 €, ainsi qu'un montant de 95.72 € et un crédit de direction qui varie selon le nombre de classes ;

**SOULIGNE** que cette année, un crédit est alloué dans le marché pour l'achat de cartouches d'encre à raison de 2 noires et 2 couleurs pour chaque classe et pour le bureau des directeurs ;

**RAPPELLE** qu'à titre exceptionnel et suite à la demande de nombreux enseignants, un crédit supplémentaire de 200.00€ en fonctionnement et de 200.00€ en investissement sont prévus afin de permettre à chaque école maternelle et élémentaire d'acheter du matériel ou des fournitures générales selon leurs besoins ;

**RAPPELLE** que les crédits alloués devront être consommés à hauteur de 70 % de juillet 2014 à décembre 2014 ;

**INDIQUE** que, suite à de nombreuses demandes émanant des enseignants et comme pour la rentrée scolaire 2013-2014, une somme forfaitaire d'un montant de 20 € (à utiliser en totalité dans le cadre du marché des fournitures scolaires) sera attribuée pour chaque arrivée d'un nouvel élève du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2015 ;

**PROPOSE au conseil municipal :**

**D'ALLOUER pour l'année scolaire 2014/2015 les crédits ci-après à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014 :**

ANNEE SCOLAIRE	Crédit par élève (papeteries diverses)	Crédit renouvellement (pédagogie)	Crédit direction
2014/2015	Par élève : 17.34 €	Par classe : 95,72 € Par élève : 13,49 € Par classe : 50 €	De 1 à 3 classes : 90 € De 4 à 5 classes : 120 € De 6 à 7 classes : 140 € 8 classes et + : 160 €

*Ligne budgétaire : compte 6067.*

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ALLOUER pour l'année scolaire 2014/2015 les crédits ci-dessus à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014.**

<p align="center"><b>DGASP - PÔLE FEE - QUOTIENT FAMILIAL – NOUVELLE GRILLE – COÛT ACCUEIL HORAIRE</b></p>
--

Christine DURAND,

**VU** l'article L.2121-19 du Code général des collectivités territoriales,

**VU** la délibération du conseil municipal du 8 juin 2009 instituant une tarification solidaire,

**VU** la délibération du conseil municipal du 28 juin 2010 modifiant les tranches de quotient familial,

**VU** la délibération du 7 juillet 2011 modifiant le mode de calcul de tarifs de l'ensemble des services à la population utilisant un quotient familial (hors petite enfance, assujettie à la tarification CAF),

**CONSIDERANT** l'audit interne sur les tarifs municipaux lancé en septembre 2008 en vue d'harmoniser tous les quotients familiaux des différents services à la population et de créer une nouvelle tranche de quotient au regard de l'évolution sociologique de Sassenage,

**CONSIDERANT** que tout Sassenageois doit pouvoir accéder aux équipements et services communaux en toute équité,

**CONSIDERANT** que cette équité n'est pas synonyme d'uniformité, il convient d'individualiser la participation financière selon l'utilisation du service et selon les ressources de chaque usager,

**INFORME** que cette démarche entend favoriser l'accès des Sassenageois aux différents services municipaux en limitant l'accès aux usagers extérieurs au moyen d'une politique tarifaire se rapprochant du coût réel de la prestation,

**CONSIDERANT** que les tarifs proposés pour la première tranche de quotient familial inférieur à 381 ne correspondent pas à la réalité économique du coût des services.

**CONSIDERANT** qu'au regard du nombre de familles ayant un quotient familial supérieur à 1500 (14.5 %), il convient de poursuivre la démarche de modification des grilles de quotients familiaux pour l'ajuster aux réalités sociologiques sassenageoises,

**PROPOSE**, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2014, la suppression des deux premières tranches de quotient familial, en vue d'une seule tranche < 610.

**PROPOSE** la création d'une nouvelle tranche de quotient familial entre 1501 et 2000 en remplacement de la tranche >1500, et donc une tranche et une nouvelle tarification pour la tranche > 2000. Les autres tranches restant inchangées. Cette nouvelle tranche permettra d'adapter une nouvelle tarification plus en adéquation avec la réalité socio-économique des familles sassenageoises. La participation des familles sera alors plus équilibrée par rapport à leur niveau de ressources.

**INFORME** que la nouvelle grille de quotient familial s'appliquera aux services suivants :

- conservatoire à rayonnement communal
- centres de loisirs et activités multisports
- centres de loisirs et activités enfance
- centres de loisirs et activités jeunesse
- restauration scolaire
- garderies périscolaires
- temps d'activités périscolaires, garderie périscolaire et transports scolaires du mercredi relatifs à la réforme des rythmes scolaires

**INDIQUE** qu'au regard du contexte économique et du coût résiduel communal 2013, il convient d'augmenter la tarification du coût d'accueil horaire de 0.50 euro pour chaque tranche de quotient familial,

**PROPOSE** au conseil municipal :

**D'ADOPTER** la nouvelle grille de quotients familiaux et de taux d'heure d'accueil ci-après :

QF	COUT ACCUEIL HORAIRE (en euros)
<610	0.85
611 A 762	0.90
763 A 915	0.97
916 A 1200	1.08
1201 A 1500	1.23
<b>1501 A 2000</b>	<b>1.40</b>
NOUVELLE TRANCHE	
<b>&gt; 2000</b>	<b>1.60</b>
NOUVELLE TRANCHE	
<b>EXTERIEUR</b>	<b>3.20</b>

**DE VALIDER** le regroupement des deux premières tranches de quotient familial actuelles et qui devient la tranche de <610, la création d'une tranche de quotient familial de 1501 à 2000 et donc une tranche de quotient familial > 2000. Cette nouvelle grille de quotients familiaux sera effective à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014.

**D'ADOPTER** les nouveaux coûts d'accueil horaire selon la nouvelle grille de quotients familiaux. Ces tarifs seront effectifs à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014

**LE CONSEIL MUNICIPAL**, après délibération, **À L'UNANIMITÉ** des membres présents et représentés

**DECIDE**,

**D'ADOPTER** la nouvelle grille de quotients familiaux et de taux d'heure d'accueil ci-après :

QF	COUT ACCUEIL HORAIRE (en euros)
<610	0.85
611 A 762	0.90
763 A 915	0.97
916 A 1200	1.08
1201 A 1500	1.23
<b>1501 A 2000</b>	<b>1.40</b>
NOUVELLE TRANCHE	
<b>&gt; 2000</b>	<b>1.60</b>
NOUVELLE TRANCHE	
<b>EXTERIEUR</b>	<b>3.20</b>

**DE VALIDER** le regroupement des deux premières tranches de quotient familial actuelles et qui devient la tranche de <610, la création d'une tranche de quotient familial de 1501 à 2000 et donc une tranche de quotient familial > 2000. Cette nouvelle grille de quotients familiaux sera effective à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014.

**D'ADOPTER** les nouveaux coûts d'accueil horaire selon la nouvelle grille de quotients familiaux. Ces tarifs seront effectifs à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014

<b>DGASP - PÔLE FEE - MISE EN PLACE DE LA RÉFORME DES RYTHMES SCOLAIRES</b>
---

Christine DURAND,

**VU** l'article L.2121-19 du Code général des collectivités territoriales,

**VU** l'article n°67 de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'Ecole de la République,

**VU** le décret n°2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires,

**VU** le décret n°2013-707 du 2 août 2013 relatif au projet éducatif territorial et portant expérimentation relative à l'encadrement des enfants scolarisés bénéficiant d'activités périscolaires dans ce cadre,

**VU** le décret n°2014-457 du 7 mai 2014 portant autorisation d'expérimentations relatives à l'organisation des rythmes scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires,

**VU** le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 521-1, L. 551-1, et D. 521-1 à D. 521-13,

**VU** la délibération du 3 juillet 2014 relative à la nouvelle grille de quotient familial et de la nouvelle tarification du taux de l'heure d'accueil,

**CONSIDERANT** l'ensemble des réunions de concertation associant l'ensemble des acteurs de la vie scolaire,

**CONSIDERANT** que seul l'intérêt de l'enfant et son bien-être doivent être pris en compte pour mettre en place cette réforme des rythmes scolaires,

**CONSIDERANT** le projet éducatif de territoire construit avec les participants du groupe de travail « Nouveaux rythmes scolaires » validant les valeurs, et le contenu éducatif de l'organisation retenue,

**CONSIDERANT** la mise en place d'activités de qualités organisées en interne par les différents services à la population ou par certaines associations sassenageoises,

**INFORME** que les temps d'activités périscolaires seront organisées les lundis, mardis, jeudis et vendredis soir après la classe de 15h45 à 16h45,

**INDIQUE** qu'une garderie périscolaire sera mise en place le mercredi matin de 7h30 à 8h30 avant la classe ainsi qu'une garderie périscolaire après la classe de 11h30 à 12h30.

**PRECISE** que les parents auront la possibilité d'inscrire leur(s) enfant(s) au transport scolaire le mercredi,

**INFORME** que la commune accueillera les enfants inscrits sur les différents centres de loisirs de la ville dans chaque salle de restauration où ils pourront déjeuner avec un repas tiré du sac. Ils seront ensuite pris en charge par les animateurs communaux et transférés sur les centres de loisirs de la Ville,

**COMPTE TENU** de cette réforme qui s'impose aux collectivités malgré le contexte économique contraint qu'elles subissent, il convient que l'utilisateur contribue partiellement au financement de ce nouveau dispositif.

**PROPOSE** au conseil municipal :

**DE VALIDER** la mise en place d'une tarification solidaire, selon la nouvelle grille de quotient familial, selon le tableau ci-après :

**D'ADOPTER** ces tarifs qui seront effectifs à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014.

QF	COUT ACCUEIL HORAIRE (en euros)	TAP (temps d'activités périscolaires de 15 h 45 à 16 h 45)				GARDERIE MERCREDI MATIN ou MIDI	
		TARIF TRIMESTRIEL				TARIF TRIMESTRIEL	
		1 J	2 J	3 J	4 J	matin ou midi	matin et midi
<610	0.85	10.20	20.40	30.60	40.80	10.20	20.40
611 A 762	0.90	10.80	21.60	32.40	43.20	10.80	21.60
763 A 915	0.97	11.64	23.28	34.92	46.56	11.64	23.28
916 A 1200	1.08	12.96	25.92	38.88	51.84	12.96	25.92
1201 A 1500	1.23	14.76	29.52	44.28	59.04	14.76	29.52
<b>1501 A 2000 NOUVELLE TRANCHE</b>	<b>1.40</b>	<b>16.80</b>	<b>33.60</b>	<b>50.40</b>	<b>67.20</b>	<b>16.80</b>	<b>33.60</b>
<b>&gt; 2000 NOUVELLE TRANCHE</b>	<b>1.60</b>	<b>19.20</b>	<b>38.40</b>	<b>57.60</b>	<b>76.80</b>	<b>19.20</b>	<b>38.40</b>
<b>EXTERIEUR</b>	<b>3.20</b>	<b>38.40</b>	<b>76.80</b>	<b>115.20</b>	<b>153.60</b>	<b>38.40</b>	<b>76.80</b>

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**DE VALIDER la mise en place d'une tarification solidaire, selon la nouvelle grille de quotient familial, selon le tableau ci-dessus,**

**D'ADOPTER ces tarifs qui seront effectifs à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014.**

## **DGASP - PÔLE FEE - TRANSPORT SCOLAIRE - TARIFICATION FORFAITAIRE UNIQUE**

Christine DURAND,

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**CONSIDERANT** le contexte économique de plus en plus contraint, et les baisses sensibles de subventionnements,

**CONSIDERANT** que la Ville de Sassenage est une des rares communes à proposer un service de transport scolaire gratuit,

**CONSIDERANT** que la subvention du SMTIC (Syndicat Mixte des Transports en Commun) ne participe qu'à hauteur de 50 % des trajets du matin et du soir sans participation pour les bus mis à disposition des écoles pour les trajets sur des équipements municipaux ou autres sorties pédagogiques,

**CONSIDERANT** l'augmentation de près de 11 % du montant du dernier marché des transports scolaires,

**CONSIDERANT** l'augmentation du coût résiduel sur l'ensemble des services à la population,

**INDIQUE** qu'au regard de la nouvelle grille de quotient familial, et de la tarification des temps d'activités périscolaires, selon le coût de l'heure d'accueil, il convient de faire participer les familles utilisatrices du transport scolaire sur une base forfaitaire symbolique,

**INFORME** qu'à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014, une tarification forfaitaire unique est proposée à l'ensemble des familles sous la forme d'un forfait trimestriel de 30 euros, quel que soit le nombre de voyages.

**INFORME** que le nombre de places dans chaque bus étant limité, il ne pourra être accepté plus d'enfants que le nombre de places disponibles, et que les parents ne pourront rajouter des dates de transport à leur inscription initiale de début d'année sans information et validation préalables auprès du service scolaire.

**PROPOSE** au conseil municipal :

**D'ADOPTER** à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014 une tarification forfaitaire unique pour le transport scolaire sous forme d'un forfait trimestriel de 30 euros, quel que soit le nombre de voyages.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**, après délibération,

\* par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel

**D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - M. Clément CHASSAING**

**\* UNE ABSTENTION(S), Mme Marie-Laure FELICI**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014 une tarification forfaitaire unique pour le transport scolaire sous forme d'un forfait trimestriel de 30 euros, quel que soit le nombre de voyages.**

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents (suivent les signatures).

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.  
SASSENAGE, le 04 juillet 2014

Le Maire

Christian COIGNÉ.

Affichage le : 07 juillet 2014